La nullité du contrat

Par **Wedn**, le **26/10/2018** à **17:33**

Bonjour, alors je suis ici parce que mon cas pratique me pose un problème et j'aimerais obtenir de l'aide de quelqu'un qui s'y connaît si possible ! :)

Alors voici l'énoncé :

Souhaitant acquérir des parts sociales dans la société Alexandrov, Grégory achète vingt des trentes part sociales de Martin, un des associés de la société, pour 250 euros. Marc et Dimitri, les deux autres associés de la société Alexandrov, veulent demander la nullité de la cession des parts pour vileté du prix. Est-ce possible ?

Alors la question que je me pose est celle de savoir si les deux autres associés, Marc et Dimitri, sont des tiers au contrat ou des créanciers ?

Parce que quand j'y réfléchis, s'ils sont tiers ils ne peuvent rien faire pour demander la nullité relative, or s'ils sont créanciers il me semble qu'ils peuvent agir par action oblique...

Quelqu'un a une idée ? Merci.

Par **Isidore Beautrelet**, le **27/10/2018** à **07:51**

Bonjour

Il nous manque une information essentielle : la forme sociale. En effet, il faudrait déjà savoir si le cédant à respecter la procédure d'agrément du cessionnaire.

Par **Wedn**, le **27/10/2018** à **11:13**

Merci d'avoir répondu.

Que voulez-vous dire quant à la forme sociale ? Parce que le cas pratique indique seulement ce que j'ai écrit, il ne précise pas la forme de la société.

Par **Isidore Beautrelet**, le **27/10/2018** à **14:20**

Je parle de la forme de la société : SARL, SNC

Par **Wedn**, le **27/10/2018** à **17:58**

Oui, j'ai compris justement mais le cas pratique parle uniquement de société sans préciser. Le but est de savoir si les autres associés peuvent agir en nullité ? Notamment la nullité relative vu qu'il s'agit de contrepartie dérisoire dans ce cas.

Par **Isidore Beautrelet**, le **28/10/2018** à **09:07**

Bonjour

Les associés pourront agir en nullité sur le fondement de l'article 1844-14 du Code civil

Par **Wedn**, le **28/10/2018** à **13:56**

Bonjour,

Cet article parle de nullité d'une société, et pas de parts sociales, c'est la même chose ? Mais en quoi ça dit que des associés peuvent agir à la place de leur associé cocontractant ?

Merci !

Par **Isidore Beautrelet**, le **28/10/2018** à **14:43**

Vous avez lu trop vite !

Cette action en nullité concerne aussi les [citation]actes et délibérations postérieurs à sa constitution[/citation]

Pour mieux comprendre <https://www.efl.fr/actualites/affaires/societes/details.html?ref=ui-d7dea116-5cd4-4701-bdd2-9d491b92bfd7>

Par **Wedn**, le **28/10/2018** à **21:28**

Ah oui je vois merci ! Est-ce possible de dire qu'ils peuvent agir en nullité relative car ils abritent un intérêt légitime du point de vu de la société ? Y-a-t'il un fondement dessus ?

D'ailleurs l'article n'explique toujours pas en quoi d'autres associés peuvent agir à la place de l'associé lui même... :/

Par **LouisDD**, le **29/10/2018** à **16:52**

Réunion des deux derniers messages pour plus de lisibilité

Par **marianne76**, le **30/10/2018** à **00:27**

Bonjour

[citation]Est-ce possible de dire qu'ils peuvent agir en nullité relative[/citation]

Tel que présenté on a l'impression que cette nullité est moindre que la nullité absolue ce qui est faux.

Indiquez donc seulement qu'ils peuvent agir en nullité .

Par **Wedn**, le **30/10/2018** à **09:47**

Le thème concerne la nullité relative et absolue, donc je suis obligée de l'indiquer ! Et d'ailleurs j'ai demandé à une chargée de TD de droit civil ce qu'elle en pensait et au final elle m'a clairement dit qu'ils ne pouvaient pas agir en nullité à sa place. Merci quand même de votre aide !

Par **marianne76**, le **30/10/2018** à **10:11**

Bonjour

Ok mais alors indiquez qu'en l'espèce il s'agit d'une nullité relative et vous expliquez pourquoi. C'est votre formulation qui était gênante